



HAL
open science

Ségolène Royal : fin ou retour du politique ?

Mariette Sineau

► **To cite this version:**

| Mariette Sineau. Ségolène Royal : fin ou retour du politique ?. 2007. hal-00972996

HAL Id: hal-00972996

<https://sciencespo.hal.science/hal-00972996>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ségolène Royal : fin ou retour du politique ?

Par Mariette Sineau

Revenons sur l'événement surprenant, à bien des égards, qu'a représenté la désignation de Ségolène Royal à l'investiture socialiste. De fait la surprise a été au moins de deux ordres.

Surprise de voir désigner une candidate atypique au regard des canons classiques de la compétition présidentielle, tout d'abord. Même si elle est une professionnelle accomplie de la politique, ayant suivi le cursus descendant propre à la Ve (cabinet élyséen, fonction ministérielle, mandat électif, puis présidence de région), elle n'est pas une personnalité majeure du PS : elle n'a jamais dirigé de courant, ni exercé de responsabilités partisanes clés¹, ni occupé de portefeuilles ministériels « régaliens » (Affaires étrangères, Finances, Intérieur). Pour ces raisons mêmes, Ségolène Royal a été, durant les mois qui ont précédé sa déclaration officielle de candidature, critiquée et stigmatisée par ses détracteurs (camarades de partis, journalistes, chroniqueurs...) au motif qu'elle n'avait pas les ressources politiques qui la rendaient légitime pour concourir dans cette élection reine de la Ve République. On a pu à ce propos la qualifier de candidate « auto-proclamée » ou de pure création médiatique, vouée à l'éphémère. A preuve, on chercherait en vain son portrait parmi *Les Prétendants*, l'ouvrage d'Alain Duhamel paru fin 2005.

Surprise aussi et surtout de voir un des deux grands partis désigner une femme (jeune de surcroît) dans un pays républicain particulièrement rétif à l'entrée des femmes dans la cité politique. Le seul où un délai d'un siècle s'est écoulé entre le vote du suffrage dit « universel », c'est-à-dire réservé aux hommes, et l'octroi (par Ordonnance) des droits politiques aux femmes. Cet attachement à une démocratie « entre frères » a été repris avec un bel ensemble par tous les partis parlementaires jusqu'à aujourd'hui. Aux législatives de 2002,

¹ Elle a seulement présidé brièvement le Conseil national du PS, fin 1994.

12 % de femmes seulement ont été élues à l'Assemblée nationale². Un tel score classe la France au 21^e rang de l'Europe des 25 et au 84^e rang mondial, ce malgré la loi du 6 juin 2000. Abusivement qualifiée de loi sur la parité, elle pénalise financièrement les partis ne présentant pas 50 % de candidats de chaque sexe (à 2 % près). *Last but not least*, l'élection présidentielle au suffrage universel direct, clé de voûte des institutions de la Ve, a beaucoup fait aussi pour exacerber depuis 1962 l'image virile du pouvoir, voire la mystique du chef. Dès lors, la compétition pour la magistrature suprême offrait toutes les caractéristiques du « combat des chefs », combat « viril » s'il en est.

Pourtant, en dépit de ce double handicap - masculinité du milieu partisan et de l'institution présidentielle, profil politique peu compétitif de Ségolène Royal - celle-ci a été élue par plus de 60 % des adhérents socialistes comme leur candidate à la présidentielle de 2007, à l'issue d'une « primaire » démocratiquement organisée par le parti. Pourquoi l'ont-ils choisie, elle, alors que deux autres candidats, dotés de capitaux politiques autrement plus solides, s'offraient à leur choix ? L'explication par le vote utile n'en est pas vraiment une, car elle renvoie à une autre question : pourquoi était-elle populaire dans l'opinion ? Pourquoi représentait-elle, aux yeux des Françaises et des Français, celle qui avait le plus de chance de battre Nicolas Sarkozy, candidat plus que probable de l'UMP ?

Or, si elle a été « plébiscitée » par l'opinion d'abord, par les adhérents ensuite, c'est précisément parce qu'elle était différente, à cause (et non en dépit) de son profil atypique. Ses manques ont été réinterprétés comme des qualités, des atouts. Ainsi, le fait qu'elle soit restée en dehors des courants du PS a été perçu positivement comme étant à distance des querelles d'appareils (et de la langue de bois qui va avec). Ajoutons que c'est la dimension symbolique plus que proprement politique de la candidate qui a capté l'attention des Français et qui a nourri sa popularité dans les sondages. Jeune, mère, vivant en couple mais non mariée : elle

² Cette volonté de certains hommes de partis de rester entre soi a été servie par certaines règles du jeu politique : le scrutin uninominal allié à la faculté de cumuler mandats et fonctions donne toute facilité aux notables de s'auto-reconduire au Parlement, barrant ainsi la route aux outsiders, jeunes, femmes, membres des classes populaires, minorités visibles. Cf. M. Sineau « *La parité en peau de chagrin* », *Revue politique et parlementaire*, n° 1020-21, septembre - décembre 2002, p. 211-218.

réfléchit un modèle de femme plurielle - moderne et traditionnelle à la fois - qui plaît à l'opinion. Bien qu'énarque, elle semble représenter une alternative au technocrate froid et coupé de l'expérience de la vie, l'idée sous-jacente étant qu'une mère de famille (nombreuse) ne peut pas être totalement déconnectée des réalités quotidiennes. Comme l'a analysé Marcel Gauchet, « la sortie du mitterrandisme s'est jouée non sur le terrain de la doctrine mais sur celui de l'image et du symbole, et par l'incarnation dans une personne singulière »³.

Ségolène Royal a su d'autant mieux parler à l'imaginaire collectif qu'elle arrive au bon moment, pourrait-on dire, en phase avec l'aspiration à un nouveau modèle de *leadership*. Du chef charismatique type de Gaulle ou Mitterrand, on serait passé à une demande d'autorité plus prosaïque, plus proche de la vie des gens, un peu sur le modèle scandinave. Un modèle qui convient particulièrement à une femme comme Ségolène Royal. Usant d'un langage simple, compréhensible par toutes et par tous, elle donne l'impression de s'attacher à nommer et à identifier les problèmes que rencontrent les Françaises et les Français. Elle laisse ainsi entendre que la politique n'est pas un dogme séparé de l'expérience et du quotidien, qu'il est nécessaire d'aller du particulier à l'universel et qu'en outre le particulier des femmes ne doit pas être oublié par l'universel tel qu'il est défini par les politiques. D'où l'idée avancée de ne pas proposer un programme « tout fait », écrit d'en haut, pour se réclamer d'un projet qui serait l'agrégat de propositions venues de la « base ».

Quelle signification politique donner à l'investiture de Ségolène Royal, à la stratégie qu'elle a choisie pour l'obtenir, jouant de l'opinion pour contourner le parti, et quels changements ultérieurs peut-on attendre de la campagne présidentielle qu'elle va mener ? Les réponses à ces questions ne font pas consensus, même au PS, loin s'en faut. Pour les uns, le triomphe de Ségolène Royal serait la fin de la démocratie partisane, la fin du Parti socialiste, la fin d'une idée exigeante de la politique. Elle aurait fait triompher la démocratie du public contre la démocratie partisane. Au pire, elle ferait du populisme, au mieux elle ferait revivre le dogme gaulliste revisité par le féminisme : la rencontre d'une femme et d'un peuple, en

³ *Libération*, 28 novembre 2006.

court-circuitant le parti. On retrouve en filigrane chez certains auteurs - c'est là une figure rhétorique récurrente dans l'histoire - l'idée qu'une femme en politique amène nécessairement avec elle la ruine et le désordre. Pour d'autres, au contraire, la candidature de Ségolène Royal est un choc salutaire qui peut remédier tout à la fois à la crise de leadership du PS comme à la crise de la démocratie représentative. Les partisans de cette seconde option portent au crédit de la candidate d'avoir compris avant les autres un certain nombre de mutations : sclérose de la vie partisane, citoyens de plus en plus instruits, informés et critiques, diffusion horizontale de l'information par le *net* – ce qui change *ipso facto* le style d'autorité politique –, nécessité de recourir à certaines procédures de démocratie directe (ou « participative ») pour faire revivre la démocratie représentative en panne.

Qu'en est-il ? S'il est difficile de trancher sur le fond, à quatre mois du scrutin, observons que la candidature de Ségolène Royal a d'ores et déjà précipité (ou a été concomitante avec ?) divers changements. Premier point, on note un intérêt accru des Français pour la politique et pour la campagne présidentielle, qui n'est sans doute pas étranger au fait que le PS a investi une candidate d'un nouveau type. « Spontanément, un Français sur quatre nous disait parler de politique et de la présidentielle en septembre, c'est maintenant près d'un Français sur deux (45 %) », écrit Stéphane Rozès, en commentant le Baromètre *La Vie France-Info* de novembre 2006. En outre, les catégories habituellement les moins mobilisées (les jeunes, les femmes, les catégories populaires) en parlent à peu près autant que la moyenne. Deuxième point, on observe que le PS est dans une phase de renouveau et de rajeunissement⁴. Il n'a jamais autant recruté : fin novembre 2006, il comptait, d'après François Rebsamen (numéro 2 du parti) 280 000 adhérents, un record absolu depuis la création du Parti d'Epinay. Il est vrai que les procédures d'inscription à 20 euros appellent des interrogations : le PS ne serait-il pas en train de changer de nature, passant d'un parti d'élus à un parti de supporters, un peu sur le mode américain ? Troisième observation, la candidature

⁴ D'après l'enquête menée auprès des nouveaux adhérents du PS, ceux-ci ont un âge moyen de 43,4 ans. Ce qui montre un net rajeunissement, si l'on compare ces données avec celles établies par l'enquête Cevipof de 1998 (l'âge moyen des adhérents était alors de 57 ans).

de Ségolène Royal a réussi à provoquer une dynamique « vertueuse » de rassemblement à gauche : un accord politique a pu être trouvé avec le Parti radical de gauche (PRG) en octobre, et avec le Mouvement des républicains et citoyens (MRC) en décembre, ce qui a fait renoncer Christiane Taubira puis Jean-Pierre Chevènement à se présenter sous leur propre bannière - candidatures qui auraient entraîné une dispersion des voix préjudiciable à une possible victoire de la gauche -. L'investiture de la présidente de Poitou-Charentes a donc suscité un processus de mobilisation et de participation politique, ce que Lionel Jospin n'était pas parvenu à réaliser en 2002.

Ces facteurs de renouveau démocratique ne sont pas à négliger dans un contexte de perte de confiance généralisée vis-à-vis des élites et des partis de gouvernement⁵. Deux autres indicateurs devront être regardés avec attention pour savoir si la présidentielle d'avril-mai 2007 annonce le grand retour du politique : le mouvement d'inscription sur les listes électorales et la baisse du taux d'abstention. Une affaire à suivre, qui dépendra aussi, bien entendu, de la campagne que mènera, face à la candidate du PS, le représentant de l'UMP. Qu'il doive affronter une femme - et une femme qui fait de son genre une utilisation stratégique - fera partie pour ce dernier des difficultés de l'exercice.

22 décembre 2006.

Pour en savoir plus :

Sineau Mariette, *Profession : femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

Sineau Mariette, « La parité en peau de chagrin (ou la résistible entrée des femmes à l'Assemblée nationale) », *Revue politique et parlementaire*, n° 1020-1021, septembre-décembre 2002, pp. 211-218.

⁵ Cf. 2^e vague du baromètre Cevipof / Ministère de l'Intérieur, réalisée à l'automne 2006 : 65 % des personnes interrogées ne font confiance ni à la droite ni à la gauche pour gouverner.